Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 113 (1968)
Heft: 10

Artikel: Philosophie de la défense de l'occident : une option allemande
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343448

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Philosophie de la défense de l'Occident

Une opinion Allemande

I. INTRODUCTION

L'Allemagne est à un tournant de son histoire. Car, déjà, commence la relève de la génération du IIIe Reich, par des jeunes qui entendent ne plus porter la responsabilité d'un passé qui ne fut pas le leur.

Par ailleurs, même les dirigeants allemands d'âge mûr estiment que leur pays — après son long stage d'épreuve au sein de l'OTAN — doit être rétabli dans la plénitude de ses droits. En somme, l'Allemagne ne veut plus rester, dans le concert des nations atlantiques, l'éternelle partenaire mineure.

C'est là l'objectif essentiel de la politique — habile et nuancée, mais ferme — du nouveau chancelier. Elle s'adresse surtout à l'Amérique qui — déclarant la défense de l'Alliance indivisible — entend en assumer la direction, privilège, pense-t-elle, de la puissance nucléaire dominante.

Il est certain que — survenant après le dégagement français — l'infléchissement de l'attitude du gouvernement fédéral est de nature à promouvoir, par voie de conséquence, une nouvelle philosophie de la défense occidentale. Il était donc indiqué d'évoquer ici le point de vue, en la matière, d'un expert allemand particulièrement qualifié.

Le professeur Ludwig Freund, lauréat du Prix Konrad Adenauer, ancien titulaire de chaires de sociologie et de sciences politiques dans des universités américaines, réside de nouveau en Allemagne, depuis 1959. Il était particulièrement préparé pour présenter une vue à la fois pertinente et objective sur une politique militaire générale de l'Alliance. Ancien combattant militant, sociologue d'audience mondiale, il a longuement étudié et évoqué, dans l'ancien et dans le nouveau monde, les grands problèmes de la défense de l'Occident.

Dans son dernier ouvrage, « Politische Waffen » (armes politiques) [1], il vient d'évoquer les principes de base pour une stratégie politique de défense de l'Alliance atlantique. Il a dépeint toute la complexité, les contradictions du contexte international mondial dans lequel l'Ouest doit assurer sa survie. Mais ce n'est pas la stratégie militaire qu'il envisage essentiellement ; son attention se centre plutôt sur le rôle qu'il convient d'assigner à celle-ci au service d'une politique de stabilisation de la paix.

Très logiquement, il envisage d'abord la position particulière de l'Allemagne fédérale au sein de l'Alliance, puis cette dernière en tant que communauté. Nous suivrons donc cette méthode de présentation.

II. LA DÉFENSE POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

— *Le contexte politique du moment de la R.F.A.*

Plus que jamais, la politique extérieure est déterminante pour l'Allemagne. En effet, précise Ludwig Freund, la condition allemande a été largement influencée par des faits d'ordre international. Depuis longtemps, par un préjugé antiallemand qui survit de l'époque de Woodrow Wilson. Puis, plus récemment, par la jeune solidarité américano-soviétique. Le président Johnson aura du mal à surmonter, chez ses compatriotes, ces deux sentiments.

Et pourtant, poursuit Freund, l'Occident est en mesure de faire face au communisme, à condition de savoir prévoir et traiter les crises probables et possibles. On reconnaît là, chez l'auteur, la référence à certaines théories récentes, à celles surtout du général Beaufre et d'Alastair Buchan, qu'il évoque d'ailleurs souvent dans ses développements.

Toutefois — et malgré l'importance du traitement des crises, soulignée ici — Freund estime qu'il était compréhensible

---

1) « Politische Waffen — Grundkonzeptionen der westlichen Verteidigungsstrategie » — Bernard & Græfe Verlag — 1966.

et humain de la part des puissances garantes, de ne pas intervenir plus vigoureusement lors des derniers incidents de Berlin-Ouest, du moment que les violations du statut de l'ancienne capitale ne présentaient pas une gravité exceptionnelle.

Mais, constate Freund, il n'en était pas de même lors de l'affaire de Cuba, où les intérêts américains étaient directement menacés. Par contre, le citoyen des Etats-Unis ne voit pas toujours très distinctement quelles seraient les répercussions si graves d'un succès communiste en Extrême-Orient. Il a des excuses, puisque, précise l'auteur, le général de Gaulle lui-même ne discerne pas avec précision celles qui en découleraient pour la France.

L'Amérique, par rapport au monde extérieur, commet donc souvent des erreurs d'appréciation, des fautes psychologiques. Mais l'Allemagne sait tout ce qu'elle doit à l'aide et à l'alliance américaines, alors que telle autre puissance met en doute la « fiabilité » des Etats-Unis. Toutefois, là encore, comme d'une manière générale dans le monde actuel, la réalité est très nuancée; la France, si réticente vis-à-vis du leadership des Etats-Unis, s'est pourtant résolument rangée aux côtés de l'Amérique, lors de la crise de Berlin.

En ce qui concerne la réunification, Paris défend la position allemande, bien que le général de Gaulle ait à surmonter certains ressentiments nationalistes. Mais qu'adviendra-t-il après lui?

En fait, le problème de l'Alliance n'est pas seulement politique. Il est, avant tout, militaire. L'Allemagne doit donc rechercher, par la force des choses, ses alliés parmi les pays puissants. Certes, il y a le remarquable potentiel économique allemand. Mais il ne compense pas l'infériorité politique, par laquelle la République fédérale expie encore les fautes du IIIe Reich. En outre, estime Ludwig Freund, il s'est produit comme une atrophie de la conscience nationale allemande. Mais il ne faut pas oublier que le livre étudié a été publié avant la brusque montée du Parti national-démocrate, qui, précisément, représente une affirmation vigoureuse — pathologique

il est vrai — du moi allemand. Et puis, le nouveau gouvernement de M. Kiesinger s'efforce efficacement de faire entendre la voix de l'Allemagne.

Bonn jouit d'ailleurs, malgré son statut réduit, d'une certaine marge de manœuvre, dans les tendances intégrationnistes qui se manifestent — à l'Ouest comme à l'Est — par cette floraison de sigles: ONU, CEE, OTAN, COMECON. Dans ce contexte, quel est le statut de l'Allemagne et comment celle-ci peut-elle concevoir sa politique de défense?

— *Les perspectives et les limites d'une défense de l'Allemagne.*

L'Allemagne, dépendante et divisée, doit assurer sa défense militaire et faire valoir ses droits sur le plan international. Freund rappelle qu'il a fallu, jadis, une guerre pour rendre à la Pologne sa capacité d'Etat indépendant. La République fédérale, semble-t-il croire, attend son salut d'un effondrement du communisme. Mais, dit-il, et si l'Ouest perdait sa cohésion avant la crise dans laquelle doit sombrer le marxisme?

Dans l'immédiat, des auteurs américains notables, et aussi Raymond Aron, estiment que le grand problème de l'heure, c'est de promouvoir un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, par la détente. Or, la question allemande apparaît précisément comme un obstacle dans cette voie. Et puis, il serait faux de croire à une Russie désormais « inoffensive » (harmlos). Bien au contraire, toute concession unilatéralement consentie par l'Ouest renforcera la position du communisme. En particulier, certaines « initiatives » en faveur de la réunification allemande, auprès de la Russie soviétique, n'auraient aucune chance de succès.

Dans ces conditions, Freund estime qu'il serait prématuré d'engager des pourparlers pour le problème allemand, tant que certains préalables feront défaut, c'est-à-dire des moyens d'échange. La politique des « petits pas » — dans le contexte du moment, du moins — ne lui semble pas devoir être payante. Il se pourrait même que la faiblesse de l'Ouest s'accentue plus vite que celle de la Russie.

Il faut donc rester vigilant, le potentiel militaire atlantique ne devant sans doute pas servir dans un conflit violent, mais constituer un argument, pour étayer l'effort politique, dans les ultérieures négociations en vue de la consolidation de la paix.

L'action en ce sens sera forcément multiforme. En particulier, il faudra tenir compte de l'attitude et des revendications des anciens pays dépendants d'outre-mer. Mais l'agressivité, elle, vient des Etats communistes.

Il résulte de la complexité des domaines et points de vue à considérer que l'homme d'Etat seul est dans l'impossibilité d'embrasser dans une vision totale l'ensemble des faits. D'où l'importance des experts, dont les avis ne sont pas concordants et rendent si difficile l'application, en la matière, de la théorie des jeux. On ne peut partir, généralement, que d'une appréciation toute provisoire de « ces autres moyens », dont les auteurs soulignent l'importance.

Mais des questions se posent sur le sens de cette politique militaire. Sera-t-elle offensive ou défensive? Nationale ou intégrée? Malgré la tendance nationaliste du général de Gaulle, Freud estime que le mouvement intégrationniste prédomine. On pourrait ajouter à sa remarque que la politique de rapprochement franco-allemand, préconisée par le chancelier Kiesinger, ne vise, tout compte fait, qu'à l'établissement d'une stratégie commune à deux, en attendant de l'être à plusieurs, aux niveaux européen et atlantique. Car il nous semble que la défense des légitimes aspirations allemandes ne va pas à l'encontre des intérêts de l'Alliance. Bien au contraire, en soutenant le droit de chaque allié de faire entendre sa voix, elle combat seulement une certaine hégémonie américaine, dont l'atténuation fera des partenaires des Etats-Unis des associés à part entière.

Freund semble avoir, lui aussi, cette conviction. Mais, selon lui, même une dissémination nucléaire n'engendrerait pas forcément un relâchement de l'Alliance. Celle-ci peut bien développer sa politique de défense, tout en tenant compte des intérêts légitimes de tous les partenaires du Pacte. Comment formuler cette politique?

III. LA POLITIQUE DE DÉFENSE OCCIDENTALE DANS LE CADRE DE L'ALLIANCE

Fort heureusement, si la menace à l'Est subsiste, il n'en demeure pas moins que l'Union soviétique hésiterait à recourir aux armes pour accomplir sa mission messianique. Elle peut croire aussi que le temps travaille pour elle et ne considérer la coexistence que comme un phénomène temporaire.

Il en est de même pour la Chine. Celle-ci respecte tactiquement l'impérialisme américain, tout en cherchant à le discréditer stratégiquement.

Et, finalement, chacun des deux Grands du bloc communiste cherche à empêtrer l'autre dans un conflit avec l'Amérique, tout en entraînant celle-ci dans un conflit semblable avec l'autre communiste. Dans ce contexte, quels dangers menacent l'Ouest et quelles valeurs ce dernier défendra-t-il ?

— *Les menaces à affronter et les valeurs à défendre par l'Ouest.*

En dehors des dangers venant de l'Est, l'Occident doit faire face aux revendications, parfois excessives, des jeunes républiques devenues indépendantes. Mais la véritable agressivité — avons-nous constaté — vient bien des puissances communistes. Fort heureusement, les menées de ces dernières — de l'URSS et de la Chine — ont plus ou moins échoué dans les pays arabes ou africains.

Donc la défense occidentale est à organiser essentiellement contre les entreprises marxistes. Dans cette lutte, la plupart des citoyens du monde atlantique sont d'accord pour défendre, contre le communisme, les valeurs traditionnelles de notre civilisation occidentale. Et, si nous en croyons Mao Tsé toung et Lin Piao, l'ennemi, dans cette affrontement, ce serait l'ensemble des pays agraires d'Asie et d'Afrique et d'Amérique latine dans leur assaut contre le monde des peuples citadins d'Europe et d'Amérique du Nord. En réalité, fait remarquer Freund, ce n'est là qu'un nouvel aspect de l'insurrection du prolétariat extérieur, telle que la prévoyait Lénine.

Mais, pour bien des occidentaux — dont Rostow, le grand conseiller américain — le communisme ne serait qu'un stade transitoire et il résulte de cette croyance une politique quelque peu contradictoire. Car Washington pratique le rapprochement avec Moscou et pense pouvoir favoriser le polycentrisme chez les satellites, tout en le condamnant en Europe occidentale. Et finalement, agissant de la sorte, l'Amérique suscite des tendances centrifuges au sein de l'Alliance.

A cette complexité des situations et des attitudes s'ajoute encore celle qui résulte du fait atomique, celle d'une nouvelle stratégie.

— *La stratégie militaire à l'ère atomique. Ses conséquences.*

L'atome constitue ici un fait à la fois paralysant et moteur. En effet, d'une part, il crée la panique, par peur de l'apocalypse. De l'autre, par la neutralisation par la terreur, il stimule les relations Est-Ouest, l'aide aux pays sous-développés, les échanges commerciaux avec le bloc oriental, les politiques de crédit pour le fonctionnement de ces marchés. D'où, là encore, l'importance des experts et des Instituts qui pèsent, dans des domaines élargis, les répercussions du nouvel état de choses: les Instituts d'études stratégiques, avec leurs nombreux spécialistes: Kahn, Alastair Buchan, le général Beaufre et tant d'autres... Un grand travail est entrepris, par eux... pour « empêcher la guerre ».

Et, pour neutraliser l'ennemi dans la situation nouvelle, conséquence de l'emploi virtuel de l'atome, toute une série de mesures est à l'étude, constamment:

— 1° Pour détruire éventuellement le potentiel ennemi, par action préventive;

— 2° Pour assurer la défense, à temps, par des systèmes d'alerte et d'interception efficaces;

— 3° Pour mettre les populations et les installations à l'abri, par des dispositions de protection appropriées;

— 4° Pour assurer la dissuasion, en annonçant des représailles crédibles.

Mais, dans la pratique, la puissance-guide n'a pas toujours su choisir, pour ces mesures, l'action qui convenait. Elle n'a pas, chaque fois, jeté dans la balance, au bon moment, la force qu'elle possède. Sur le plan de l'information, elle s'est laissé prendre au piège du « missile gap ». Mais surtout, elle a souvent accordé une oreille plus attentive aux prétentions soviétiques qu'aux légitimes intérêts de ses alliés.

Et, par ailleurs, la dissuasion — qui, pour être efficace, doit être crédible — est quelque peu compromise par la doctrine de la « flexible response » pour le théâtre européen. Par contre, pour Cuba, par une de ces contradictions dont l'Amérique est coutumière, le président Kennedy avait annoncé des représailles massives.

Mais, dans ce domaine de la stratégie globale — politique, autant que militaire — l'Amérique seule réunit toutes les conditions requises: les grands espaces, les matières premières et, surtout, l'unité. Faute de les posséder, l'Europe actuelle est dans l'impossibilité de devenir la « troisième force » que certains hommes politiques voudraient la voir incarner.

Quant à « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », elle ne pourrait se concevoir que si:

— la Russie devenait moins communiste;
— ou bien venait à perdre ses territoires d'Asie;
— ou, enfin, voulait s'emparer, par violence ou par contamination, de l'Europe encore libre.

Dans l'Europe du moment, l'Allemagne pourrait — éventualité évoquée à titre d'hypothèse — en cas de non-compréhension de l'Ouest, se demander si un appui à l'Est ne serait pas plus conforme à ses intérêts. Et si la France, éliminant les Anglo-Saxons d'Europe, voulait imposer son hégémonie, la RFA n'aurait que le choix entre deux alliés non coopératifs.

Une autre interprétation existe — évoquée également à titre d'hypothèse de travail — celle d'une France atomique, associée à une Allemagne non nucléaire, mais dont elle favoriserait la réunification...

Cependant, dans l'immédiat, Freund a bien l'impression que cette France voudrait être la première en Europe, mais considère la réunification comme inéluctable, sous peine de provoquer une véritable explosion dans une Allemagne trop longtemps contenue...

En attendant, l'Amérique a manqué bien des occasions. D'abord, parce qu'elle a souvent basé sa conduite sur des arguments rationnels, alors que le dogmatisme du camp opposé lui échappe. Par exemple, Jessup, qui dirigeait les tractations avec les Russes après le blocus de Berlin, ne voulut pas exiger un engagement trop précis des Soviétiques pour les accès du secteur allié, afin de ne pas contrarier les « relations infiniment cordiales » qu'il entretenait avec le représentant de Moscou.

Et pourtant malgré leurs considérations souvent logiques, les Américains en arrivent à se contredire quand ils passent d'un secteur à l'autre : par exemple, ils interviennent au Vietnam, mais restent passifs quand la Chine attaque l'Inde.

Leur autre faiblesse, c'est le primat de la politique intérieure. C'est une certaine attitude de leur presse qui les a empêchés d'agir lors de l'érection du « mur » de Berlin. Fort heureusement, un même phénomène intervient parfois pour les Russes, prisonniers de leur idéologie.

Telles sont les conditions si diverses et complexes dans lesquelles doit agir l'Alliance. Freund se refuse à traiter en profondeur l'avenir précis de l'OTAN. Car, dit-il, des mutations sont en cours ; des regroupements se préparent qui ne seront plus ceux d'aujourd'hui. Des tendances se manifestent qui peuvent tout bouleverser. Et il cite, à titre d'exemple, un article paru dans « Politique étrangère » d'automne 1965, dans lequel les auteurs — sans doute des militaires français de haut rang — semblent vouloir éliminer l'hégémonie américaine dans l'Alliance, pour lui substituer, pense Freund, celle de la France en Europe.

Beaucoup d'auteurs voient deux options possibles dans le monde qui nous intéresse : ou bien une unité Russie-Amérique, ou bien une association entre la Russie et l'Europe. En réalité

ce qui existe, c'est une tentative des Soviétiques pour séparer les Etats-Unis de l'Europe, et des Européens qui mettent en doute la « fiabilité » de l'Amérique.

Quoi qu'il en soit, ce qui prédomine actuellement, c'est la stratégie indirecte, pour exploiter la mince marge de manœuvre que nous laisse encore la dissuasion. Or ce qui manque à l'Ouest, c'est un plan d'opérations psychologique. D'où le risque de voir se déclencher contre nous, et réussir, une nouvelle stratégie de l'artichaut.

Une ligne politique offensive commune est donc indispensable à l'Occident, sous peine de succomber au bluff vis-à-vis des Russes et d'aboutir à de nouveaux Suez. C'est la défaillance de l'Ouest qui a permis la répression du soulèvement de Budapest. En somme, constate Freund, il est étonnant à quel point les faiblesses de l'ennemi sont ignorées — donc inexploitées — par nous.

IV. CONCLUSION

Tels sont les commentaires que peut susciter la lecture des simples constatations de Freund. Cet expert ne nous fournit pas de « système ». Il semble même critiquer ceux que ses collègues d'Amérique établissent si volontiers et dont ils sont si souvent prisonniers.

Mais il était bon d'évoquer ici les observations judicieuses d'un « politologue », ancien combattant, informé à la fois des affaires de son pays et de celles des Etats-Unis, ainsi que des grands problèmes des deux blocs. A vrai dire, il ne nous fournit pas de conclusion définitive, mais, dans ses remarques finales surtout, il nous incite à réfléchir, à mieux saisir la complexité des problèmes posés. Il attire notre attention sur les incertitudes auxquelles il conviendrait de mettre un terme. Il souligne, par exemple, la double attraction que subit Bonn, à la fois vers Paris et vers Washington. Mais il semble craindre une certaine hégémonie que, selon lui, le général de Gaulle, déjà du temps du chancelier Adenauer, envisageait d'exercer en Europe.

En fait, dit-il, un pacte de non-dissémination nucléaire, dirigé uniquement contre l'Allemagne, comme le désirent Américains et Russes, appuyés par beaucoup d'Anglais, serait un non-sens politique.

Freund, certes, met en doute l'efficacité de la force de frappe, d'autant plus que l'URSS pourrait agir à partir d'un satellite. Il n'en demeure pas moins que la possession de l'arme atomique est un moyen de chantage vis-à-vis du voisin. Il est donc pratiquement impossible de la refuser éternellement à l'Allemagne. D'autant plus que la République démocratique allemande l'a obtenue, remarque l'auteur, qui surestime peut-être le potentiel nucléaire est-allemand.

Les remarques de la fin du livre sont consacrées à l'Amérique. Freund déplore, encore une fois, cette priorité qu'accorde la Maison-Blanche à sa politique intérieure, alors qu'elle détient une si lourde responsabilité dans les intérêts de l'Alliance toute entière. Il regrette aussi le cumul, aux Etats-Unis, des fonctions de chef d'Etat et de gouvernement par le magistrat suprême. Ce dernier, de ce fait, assume une tâche harassante — « a killing job » — à laquelle ont succombé bien des présidents. Fort heureusement, le chef américain actuel surmonte les difficultés et fait preuve d'une exceptionnelle qualité : il agit.

C'est sur cette constatation réconfortante pour l'Alliance — tributaire de la qualité du gouvernement de la plus grande puissance mondiale — que s'achève le livre étudié. Ludwig Freund demande seulement aux Américains de manifester — vis-à-vis des critiques généralement bienveillantes et constructives de leurs alliés — cette largeur de vues et d'esprit dont témoignent les Etats-Unis dans tant de domaines. Mais n'est-ce pas là le vœu profond de tous les Occidentaux européens?

Colonel F-Th. SCHNEIDER